

L'INDUSTRIALISATION A PETITE ECHELLE: UNE NOUVELLE APPROCHE DU DEVELOPPEMENT AU SUD**

Par Améziane FERGUENE¹

Le concept traditionnel de développement, quelle que soit l'inspiration philosophique dont il procède, repose sur l'idée que l'industrialisation fondée sur l'unité de production de grande taille est la clé du décollage économique et du progrès social. Cette idée qui est au cœur des stratégies et des programmes mis en œuvre pendant les années soixante et soixante-dix, est sérieusement remise en cause de nos jours. Le fait est que les évolutions de tous ordres, enregistrées au cours de la décennie quatre-vingt, semblent avoir quelque peu ébranlé la notion «d'économies d'échelle» associée à l'unité de grandes dimensions.

D'un autre côté, et de façon plus générale, il est clair que la crise qui sévit au Nord depuis une vingtaine d'années, conjuguée au constat de blocage du développement dans bon nombre de pays du Sud, n'est pas sans jeter un discrédit sur ce schéma de développement qui était pourtant jusque là considéré comme le moyen de concrétiser le projet de «grande société» à l'échelle de la planète.

Résultat: au Sud comme au Nord, se font jour des tendances vers de nouvelles pratiques de développement, des pratiques fondées sur des entreprises de petites tailles - industrielles ou artisanales - s'adonnant à des activités similaires ou proches et regroupées dans un même espace géographique. Ces regroupements spatiaux de petites entreprises, exerçant des activités liées entre elles, forment ce que de nombreux auteurs appellent «système industriel locaux ou localisés». ⁽¹⁾ terme auquel on préférera ici l'expression «systèmes industrialisation à petite échelle», pour signifier notamment qu'il s'agit d'un processus en cours de réalisation et, comme tel, parfaitement inachevé.

Dans le contexte de crise que nous connaissons, ces systèmes font preuve d'une remarquable vitalité et d'une capacité de résistance étonnante. C'est à ce titre qu'ils nous intéressent ici.

COMMUNICATION AU COLLOQUE INTERNATIONAL "REGION ET DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE" RABAT LES 19 ET 20 OCTOBRE 1995

IREPD Université P. Mendès France GRENOBLE

⁽¹⁾ Cf COLLETIS G., COURLET C., PECQUEUR B., "Les systèmes industriels localisés en Europe: Politiques publiques et systèmes industriels localisés en France, Italie et R.F.A. publication de l'IREPD, série Rapports de Recherche, Grenoble, sept. 90.

S'agissant des pays en développement, objet de la réflexion proposée, les questions qui se posent dans ce cadre sont les suivantes:

en quoi les nouvelles dynamiques de développement s'écartent-elles du modèle de développement classique ? Permettent-elles véritablement de remédier aux insuffisances et carences de ce dernier ?

- plus précisément, par quel(s) effet(s) ces entreprises regroupées sectoriellement et spatialement engendrent-elles un dynamisme qui tranche avec les dysfonctionnements économiques et sociaux constatés ailleurs et/ou auparavant ?

bref, en quoi l'industrialisation à petite échelle constitue-t-elle une approche du développement différente de l'approche conventionnelle ?

Répondre à ces questions – ou tout au moins leur apporter quelques éléments de réponse – tel est en gros l'objet de ce papier. A cette fin, on adoptera le plan suivant en trois temps: dans un premier temps, il est utile de revenir sur la remise en cause du schéma de développement qui a prédominé depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, ceci surtout pour situer la diversité des points de vue à partir desquels cette remise en cause est faite. Dans un deuxième temps, on présentera deux expériences concrètes de développement fondées sur la petite industrie en centrant le propos essentiellement sur les facteurs de succès et de dynamisme. Et dans un troisième temps, on exposera les principaux éléments qui définissent le contenu de cette notion «d'industrialisation à petite échelle» et qui forment autant d'axes de démarcation de celle-ci par rapport au modèle de développement dominant.

I. LE DEVELOPPEMENT DES PAYS DU SUD: LE MODELE STANDARD MIS EN CAUSE.

L'Economie du développement au sens classique du terme – c'est-à-dire au sens d'un corpus théorique conceptualisant le développement des jeunes nations du Sud dans un cadre international – ne fait plus recette. Sans doute, au cours de ces dernières années, un relatif regain d'intérêt pour la discipline est-il, ici et là, enregistré ⁽²⁾. Toutefois, le développement traditionnel, dans sa version libérale comme dans sa

⁽²⁾ Cf COMELIAU Ch., "Pour un renouveau de l'étude du développement" Revue Tiers-Monde, n° 135, juillet-sept. 1993. JANVRY A., SADOULET E., THORBECKE E., "Le renouveau de l'analyse économique du développement" problème économique, n° 2361, 2 février 94. Et GUILLAUMONT P., "Déclin et renouveau de l'économie du développement" Revue Française d'économie, vol. X, n° 1, 1995.

version socialiste ou collectiviste, continue de faire l'objet d'une certaine désaffection pour ne pas dire d'une désaffection certaine.

Le fait est que concrètement les limites du modèle de développement traditionnel sont devenues évidentes, ce qui a conduit sur le plan théorique à un constat de carence. Ce constat ne concerne pas, naturellement, de façon égale l'ensemble des pays, des expériences et des stratégies. Si les expériences dites de «développement autocentré» quel que soit le schéma adopté: industrialisation par «substitution d'importations» ou par «industries industrialisantes» ont dans l'ensemble abouti à des résultats particulièrement décevants, il n'en est pas allé de même dans les pays qui ont su, à un moment donné de leur évolution, réorienter leurs efforts de développement vers des stratégies de «promotion d'exportations» ou de «substitution d'exportations». Dans ce dernier cas, et l'on pense naturellement ici aux pays de l'Asie du Sud Est (non seulement aux quatre dragons mais aussi aux autres, y compris désormais la Chine du Sud), un dynamisme industriel incontestable a pu être enregistré qui témoigne d'un véritable processus de rattrapage des nations les plus industrialisées.

Toutefois, si l'on met de côté ces Nouveaux Pays Industriels (NPI) d'Asie, dont la liste s'allonge certes, mais qui restent cependant minoritaires à l'échelle de la planète, force est de reconnaître que le constat de carence établi est amplement justifié, comme est justifiée la remise en cause profonde du développement dominant sur laquelle il débouche.

Cette remise en cause qui est allée bon train depuis une quinzaine d'année, d'où émane-t-elle? En d'autres termes, d'où viennent les attaques contre le modèle de développement standard? Elles viennent d'un peu partout. Il s'agit en fait d'un faisceau de critiques convergentes au niveau de la cible, mais provenant d'horizons théoriques, intellectuels et idéologiques divers. Sans prétendre être exhaustif, on peut repérer les principaux lieux d'où émanent ces critiques. Elles sont le fait à la fois:

***des institutions internationales de Bretton Woods, F.M.I. et Banque Mondiale** essentiellement, qui préconisent ce que l'on appelle des PAS – Programme d'Ajustement Structurel – c'est-à-dire toute une panoplie de mesures d'inspiration libérale, avec comme noyau central le désengagement de l'Etat et la privatisation de nombreux secteurs de l'activité économique;

***des organisations internationales des Nations Unies**, en particulier l'UNESCO dont la Division des Etudes sur le Développement consacre

ses efforts, au cours de ces dernières années, à la définition de la notion de «développement durable»⁽³⁾;

***des chercheurs indépendants** qui, s'inspirant des travaux de l'économiste allemand E.F. Schumacher⁽⁴⁾, centrent toute la réflexion sur le développement des pays du Sud sur le concept de «technologies appropriées»;

***d'autres chercheurs indépendants** qui, renouant d'une certaine manière avec la problématique développée naguère par R. Dumont, situent – implicitement ou explicitement – les réponses aux problèmes des sociétés du Sud dans un développement fondé sur «l'autosuffisance alimentaire» et, partant, sur le «dynamisme rural»⁽⁵⁾;

***du courant écologique ou écologiste** dont les meilleurs représentants en la matière, en France, sont I. Sachs et son équipe du CIRED – Centre International de Recherche sur l'Environnement et le Développement. Les préoccupations et les réflexions de ce courant tournent autour du concept de «d'éco-développement»⁽⁶⁾;

***d'un ensemble d'auteurs et d'organisations**, notamment des ONG – Organisations Non Gouvernementales – qui tout en ayant des sensibilités politiques et philosophiques différentes, se retrouvent autour de l'idée de «besoin fondamentaux» qu'il faut couvrir et, souvent aussi, de «dynamiques informelles» qu'il faut appuyer et encourager⁽⁷⁾;

***et, enfin, du courant culturaliste** dont les analyses sont conduites en termes «d'ethno-développement», «d'ethno-industrialisation»... mais

⁽³⁾ L'UNESCO a organisé à Paris du 23 au 25 septembre 1991 un "Forum international sur le Développement durable". La plupart des contributions à cette rencontre ont été publiées, sous la direction de A. BENACHENHOU, dans la Revue Tiers-Monde, n° 130, avril-juin 1992. Sur cette notion de développement durable, voir aussi MASINI J. (sous la direction de), "Après le Sommet de la Terre: Débats sur le développement durable", Revue Tiers-Monde n° 137, janvier-mars 1994.

⁽⁴⁾ Principalement "Small is beautiful: une société à la mesure de l'homme", Editions du Seuil, col. Points, Paris 1978.

⁽⁵⁾ Voir en particulier *Revue Tiers-Monde*, n° 128, octobre-décembre 1991, numéro dirigé par M. HAUBERTI, et entièrement consacré au thème "Politiques agraires et dynamismes paysans"

⁽⁶⁾ Sachs I., "stratégies de l'éco-développement" Les Editions Ouvrières, Paris 1980.

⁽⁷⁾ DEBLE I., HUGON Ph., "Vivre et survivre dans les villes africaines", P.U.F., Paris 1983

qui en arrive en fait à professer, implicitement ou même explicitement, la rupture avec le paradigme du développement ⁽⁸⁾.

Au total, à travers toutes ces démarches et tous ces projets, nous avons affaires à une prise de conscience des limites du modèle de développement dominant, prise de conscience qui conduit à préconiser soit un «ajustement structurel» – cas du duo FMI – Banque Mondiale – soit un «développement alternatif» – cas de la majorité des auteurs et des courants – soit même une «alternative au développement» dans le cas du courant culturaliste. L'ampleur de cette prise de conscience est telle que même les fondateurs de l'Economie du développement – A.O. Hirschman, F. Perroux... - ont été amenés, au cours des années 80, soit à nuancer soit à réviser sérieusement une bonne partie de leur propre enseignement sur le développement ⁽⁹⁾.

Dans ce contexte marqué par la remise en question tous azimuts des stratégies traditionnelles et des modèles théoriques d'inspiration, ainsi que – dans le domaine de la recherche – par la multiplication de thèmes tournant autour de l'idée de projet alternatif, un fait d'importance semble n'avoir par retenu suffisamment l'attention. A savoir que depuis un certain nombre d'années, la critique du développement dominant est largement à l'œuvre dans les faits, à travers ce que l'on appelle les "pratiques de développement local ou territorial" ⁽¹⁰⁾.

En effet, contrairement à ce que l'on pourrait croire, ces pratiques ne se rencontrent pas seulement dans les pays industrialisés: la Troisième Italie, l'Allemagne du Sud, le Japon... Elles se rencontrent également dans de nombreuses contrées du Sud: à Sfax en Tunisie, en pays Bamiléké au Cameroun, à Koumassi, dans le sud du Ghana, dans la région de Rio de Janeiro au Brésil, en Inde méridionale, dans l'île de Java en Indonésie, etc.

L'hypothèse posée ici est que dans les pays en développement, de façon encore plus nette que dans les pays industrialisés, ces pratiques de «développement local» procèdent d'une réaction du corps social à l'essoufflement ou, mieux, aux carences du développement traditionnel.

⁽⁸⁾ LATOUCHE S., "Faut-il refuser le développement ? Essai sur l'anti-économique du Tiers Monde", PUF, Paris 1986.

⁽⁹⁾ Voir à ce propos FERROUX F., "Pour une philosophie du nouveau développement", éd. Aubier - Les Presses de l'UNESCO, Paris 1981.

⁽¹⁰⁾ PECQUEUR B., "Le développement local, mode ou modèle ?" éd. Syros, col. Alternatives économiques, Paris 1989.

carences qui se mesurent à son incapacité avérée d'apporter des réponses appropriées aux difficultés de toutes sortes des sociétés concernées. En tant que telles, elles portent en elles – i.e. ces pratiques – les éléments d'un renouvellement nécessaire et fécond de la problématique du développement. C'est ce que l'on va s'efforcer de mettre en évidence dans la suite de ce texte.

II. L'INDUSTRIALISATION A PETITE ECHELLE : DEUX EXPERIENCES AFRICAINES

Avant d'aborder la question du contenu de ce renouvellement – et donc du projet alternatif qui s'esquisse à travers les processus d'industrialisation à petite échelle – il est intéressant et utile de présenter deux exemples concrets de ces processus : l'exemple de la « médina » de Sfax en Tunisie et celui du « bazar » de Koumassi au Ghana.

II. 1: LA «MEDINA» DE SFAX EN TUNISIE

Deuxième ville de Tunisie – après Tunis – Sfax se trouve dans le golfe de Gabès, sur la côte méditerranéenne. Sa population d'aujourd'hui est de six cent mille (600.000) personnes environ, et son port l'un des plus importants du pays. Sur le plan historique, il s'agit d'une ancienne ville romaine qui a connu un essor remarquable avec l'islam, en particulier au IX^e siècle sous la dynastie aghlabide (800-909). A l'heure actuelle, Sfax est considéré à juste titre comme la métropole économique du sud de la Tunisie.

Trois caractéristiques majeures sont à la base de cet état des choses. Il y a en premier lieu la situation géographique: Sfax est entourée par une riche région agricole (principales cultures: les oliviers, les arbres fruitiers et les céréales). Il y a en second lieu, l'importance de son port qui connaît un trafic intense grâce à l'exportation de l'alfa et surtout des phosphates de la région de Gafsa. Il y a enfin en troisième lieu – et cet aspect n'est pas le moins important, loin de là – la vitalité de son tissu productif, constitué pour une large part de petites et moyennes entreprises: si Sfax est un grand centre de pêche, et si la grande industrie n'est pas absente – avec notamment une usine de superphosphates – elle doit son dynamisme économique surtout au fait qu'elle abrite un grand nombre d'activités artisanales (dans les domaines de la forge, de la bijouterie, du travail du cuir...) et de petite industrie: huileries, savonneries, conserveries... C'est dans le cadre de cette troisième caractéristique que s'inscrit la contribution de la « médina » au développement de Sfax.

Au premier abord, la «médi-na» de Sfax apparaît comme un grand «souk» (autrement dit un grand centre commercial traditionnel), davantage que comme un centre de production. Pourtant, parmi les trois mille quatre cents (3400) entreprises qu'elle concentre sur une superficie totale de vingt cinq (25) hectares environ, on recense aussi bien des entreprises de production de divers biens et services que des entreprises se livrant à une activité purement marchande.

Seulement, le fait est que dans la tradition arabo-musulmane, le commerce est une activité plus prestigieuse et plus valorisante socialement pour celui qui l'exerce. Cette hiérarchie sociale traditionnelle se retrouve nettement au niveau de la distribution spatiale des activités dans la «médi-na» de Sfax: alors que les différents «souks» où s'échangent les marchandises sont situés au cœur de la «médi-na», les activités de production n'ont pu, pour ainsi dire, prétendre qu'à des localisations périphériques ⁽¹¹⁾. C'est précisément cette distribution des activités dans l'espace qui donne, au premier abord, l'impression d'un énorme «souk»:

Au-delà de cette impression – qui est d'ailleurs plus partielle que véritablement fautive – on peut sans doute dire, plus légitimement, que la «médi-na» de Sfax – un peu comme celle de Fès au Maroc – est une «ville-atelier»: une ville-atelier où sont regroupés, sur un espace réduit, de nombreux corps de métiers qui produisent à l'aide d'un outillage simple et d'une main d'œuvre nombreuse (et donc faiblement rémunérée) des produits de consommation courante et également quelques biens de luxe tels que les bijoux.

Quelles sont les principales activités de production déployées au sein de l'espace de la «médi-na» par ces différents corps de métiers? Elles sont diverses et variées (bien que leur distribution dans l'espace obéisse à une logique de regroupement sectoriel). Ce sont à la fois des activités anciennes – ou traditionnelles – comme le tissage, la teinturerie, la dinanderie, la réparation... et des activités plus modernes telles que la confection, la bijouterie et le travail du cuir centré principalement sur la fabrication de chaussures. Parce que toutes ces activités, traditionnelles et

⁽¹¹⁾ Un autre effet de la hiérarchie traditionnelle des activités s'observe au niveau des rapports qui s'instaurent entre activités marchandes et activités productives. L'analyse de ces rapports n'entre pas dans notre objet ici. Soulignons simplement qu'ils sont entièrement à l'avantage des premières et qu'ils consacrent la domination des producteurs – i.e. des artisans essentiellement – par les commerçants. Sur cet aspect important, Cf. la remarquable étude de A. MAROUANI: "Dynamique urbaine et développement économique: le cas de la médi-na de Sfax", *Mondes en développement*, t. 22, n° 85, 1994.

modernes, entretiennent entre elles des relations multiples, complexes et soutenues, elles forment un système productif à la fois singulier et cohérent.

Sans doute, parmi les activités traditionnelles certaines montrent-elles, aujourd'hui, des signes d'essoufflement, dûs notamment au maintien de méthodes de production dépassées et à la concurrence des produits de l'industrie moderne: c'est le cas en particulier du travail de la laine, de la dinanderie, du meuble et du bois, etc. Dans l'ensemble toutefois, ce système productif fait preuve d'une vitalité et d'un dynamisme tout à fait étonnant par ce temps de crise. Cette vitalité et ce dynamisme, soulignés par la plupart des observateurs et des analystes, ⁽¹²⁾ et qui se manifestent autant en termes d'emplois que de volumes de production, sont ce qui incite à voir dans les activités socio-économiques organisées dans l'espace de la «médi-na» de Sfax un processus d'industrialisation à petite échelle, porteur d'un type de développement original et prometteur.

Deux questions complémentaires se posent alors : premièrement, sur quoi reposent la vitalité et le dynamisme économiques de la «médi-na» de Sfax ? Quels en sont, en d'autres termes, les facteurs explicatifs ? Et deuxièmement – en admettant que tout système productif dynamique est porteur d'une dynamique industrielle – comment caractériser le processus d'industrialisation et de développement résultant de ce dynamisme de la «médi-na» ? C'est en fonction de ces deux questions cruciales que sont organisés les développements qui suivent.

II. 1.1.: Le système productif de la «médi-na»: les facteurs de dynamisme

D'abord une précision: parler du dynamisme d'un système économique n'a des sens que dans le cadre de la logique à laquelle obéit ce système. Or, la logique du système productif de la «médi-na» s'écarte sensiblement de celle du système économique dominant. Dans le cadre de cette logique, les critères de performance et d'efficacité ne sont pas seulement économiques mais aussi sociaux voire sociétaux. Autrement dit, l'emploi, le refus de l'exclusion, l'équilibre social, etc., comptent autant sinon davantage que les volumes de production et les résultats financiers. Sur cette base, il est possible d'apprécier le dynamisme du système économique de la «médi-na» de Sfax en se situant à trois niveaux au moins:

⁽¹²⁾ Dont, en particulier, deux auteurs dont on s'inspire beaucoup ici:

* BOUCHRARA M., "Sfax: capital de l'industrialisation rampante", Revue Tiers Monde, n° 118, avril-juin 1989.

* MAROUANI A., "Dynamique urbaine et développement économique" ... , op. Cit.

1) au niveau de sa capacité à procurer des biens à des conditions telles –en termes de prix et de qualité– qu'ils permettent de satisfaire une demande de consommation émanant des couches populaires aussi bien rurales qu'urbaines;

2) au niveau de sa capacité à accueillir – et à employer – une main d'œuvre nombreuse issue des campagnes environnantes et de la croissance démographique, et que le développement moderne hors média se révèle incapable d'intégrer;

3) au niveau de sa capacité à faire face aux difficultés dues à la crise et à s'adapter aux conditions évolutives de son environnement.

Cela étant, les facteurs concourant à ce dynamisme sont nombreux. «L'espace économique de la médina, explique A. Marouani dans l'étude citée précédemment (page 89), apparaît plus compétitif que celui de la ville moderne pour deux raisons principales: d'une part, les prix des facteurs sont relativement moins élevés; d'autre part, le rapport salarial est particulièrement plastique et flexible. Il est aussi générateur d'économies de coûts de transactions et d'économies externes non seulement par un effet d'agglomération d'hommes, de capitaux et d'activités mais aussi par les combinaisons productives originales qu'il autorise et par le type d'articulation et d'ajustement qu'il promet avec son environnement proche (la ville moderne) et lointain (l'espace régional, national et transnational).»

En d'autres termes, à l'inverse de l'opinion communément admise – opinion que tendrait à conforter la première phrase du passage qui vient d'être cité- la vitalité du système économique de la «médina» de Sfax ne repose pas uniquement, ni même essentiellement, sur la précarité sociale de la main d'œuvre. Sans doute n'est pas niable qu'ici comme ailleurs (i.e. dans le reste de la Tunisie et dans bien d'autres pays en développement), les conditions de travail et le rapport salarial sont abusivement flexibles. Un nombre important d'entreprises de la «médina» se caractérisent en effet par des relations sociales fondées sur le paternalisme et par un refus de se soumettre à la législation du travail.

Toutefois, s'en tenir exclusivement à cet aspect des choses ou en faire l'élément central pour expliquer les étonnantes performances de ce système économique, serait aussi vain qu'erroné. En réalité, ces performances sont le résultat heureux de la conjonction d'une diversité de facteurs qui tiennent certes, pour une part, aux conditions de vie et de travail mais aussi, pour une autre part – tout aussi importante sinon plus – à la configuration spatiale particulière de la «médina», à la densité des

liens sociétaux hérités de la tradition et à l'organisation du processus de production fondée sur la souplesse et la polyvalence.

En effet, un des traits distinctifs de la «médi-na» de Sfax –par rapport aux autres villes du Maghreb- est d'avoir été relativement épargnée par les destructions des structures sociales ancestrales, causées dans un premier temps par la domination coloniale et dans un deuxième temps par le processus de développement industriel mimétique mis en œuvre après la décolonisation. Ce trait, qu'elle partage avec la «médi-na» de Fès, lui a permis non seulement de sauvegarder ses anciennes traditions de grand centre artisanal et commercial, mais surtout de préserver le tissu de relations sociales qui la caractérisaient avant la pénétration coloniale. Or, le moins que l'on puisse dire est que ceci se révèle bénéfique aujourd'hui sur le double plan économique et social.

Sans doute, le maintien du système de relations sociales issues de la traditions n'a-t-il pas que du bon. A Sfax comme ailleurs, ce système s'accompagne d'une hiérarchie sociale et organisationnelle qui, du fait de son excessive rigidité, étouffe les initiatives. De même, faut-il situer dans la survivance et la vivacité des liens sociaux traditionnels l'origine du non respect des lois du travail par les chefs d'entreprises de la «médi-na» et du caractère par trop paternaliste des relations qu'ils entretiennent avec leurs employés (souvent membres de la famille).

Si ces aspects négatifs sont indéniables, ils ne doivent pas occulter les autres aspects qui en sont, pour ainsi dire, la contre-partie favorable. Comme cela a été maintes fois mis en évidence, la socialité traditionnelle préservée dans la «médi-na» de Sfax a plusieurs traductions avantageuses, socialement, mais aussi économiquement. On en rappellera deux ici. D'abord, sur un plan général, le système de valeurs traditionnelles implique une autre façon de concevoir l'articulation entre les activités économiques et marchandes et les autres pratiques de la vie sociale. Cette autre façon se caractérise en particulier par une séparation moins nette des deux niveaux et une plus grande convivialité sur les lieux mêmes du travail, ce qui induit des rapports sociaux moins réifiés et, donc, moins soumis à la logique du gain monétaire maximum.

Deuxièmement, si les normes officielles édictées par la législation du travail ne sont pas reconnues – ni même parfois connues - en revanche les règles ancestrales de solidarité et d'entraide entre les membres de la communauté sont, elles, connues et appliquées. Le corollaire, sur le plan économique, en est une coopération particulièrement efficace entre les différents producteurs: entre gens de la même profession, en échange des informations, on se prête couramment du matériel, des matières premières

et même des produits finis en cas de rupture de stocks chez un confrère qui doit faire face à des commandes importantes.

Cette coopération, favorisée par la configuration spatiale de la «médina» et la proximité géographique qu'elle impose, ne supprime évidemment pas la concurrence. Mais en permettant de la contenir dans des limites acceptables, elle en atténue les effets les plus néfastes.

Les liens de coopération et de solidarité issus de la tradition ne sont pas, loin de là, le seul facteur de dynamisme. Les caractéristiques du processus de travail mis en œuvre joue également dans le même sens. Dans la «médina», on l'a vu, les unités de production sont de petite taille et ne disposent en général que de peu de moyens techniques et financiers. Ceci contraint fortement leur organisation productive qui se caractérise, en conséquence, par une grande souplesse et un usage polyvalent de la main d'œuvre et des équipements.

Ces caractéristiques, qui ne sont certes pas indiscutables, favorisent une capacité élevée de réaction aux sollicitations du marché et aux évolutions de la demande. En outre, elles engendrent des avantages en termes d'économie de coûts de production et de compétitivité, qui sont d'autant moins négligeables que les entreprises de la «médina» travaillent souvent avec du matériel de récupération dont la durée de vie est significativement prolongée grâce à l'ingéniosité des artisans et des ouvriers.

S'agissant enfin de la configuration spatiale, la «médina» de Sfax comme toute «médina» - se distingue de la ville moderne essentiellement par l'exiguïté de son espace, exiguïté qui «contraint» les acteurs de la vie économique et sociale à une extrême proximité. Cela peut paraître étonnant, mais cette proximité intervient également comme un facteur de dynamisme. Car, en rendant possible et même inévitable, en permanence, les contacts interpersonnels – entre les producteurs, entre ceux-ci et leurs fournisseurs et clients ... - cette proximité favorise des échanges intenses d'idées et d'informations.

Les facteurs de dynamisme qui viennent d'être exposés ne doivent pas induire en erreur. La dynamique d'industrialisation et de développement qu'ils impliquent, tout en s'appuyant certes sur le système socio-culturel autochtone et sur un enracinement historique très fort, est cependant une dynamique moderne et ouverte sur l'extérieur. En ce sens, il s'agit bien d'une dynamique de modernisation qui est à la fois progressive et fondée sur un héritage économique et culturel sans cesse revalorisé et réactualisé.

II. 1.2. L'expérience industrielle de la «médina»: une dynamique moderne mais fondée sur un héritage ancien réactualisé ⁽¹³⁾

Nous avons vu qu'en dehors de la corporation des marchands, très influente, les corps de métiers regroupés spatialement dans la «médina» de Sfax sont principalement ceux des tisserands, des forgerons, des fabricants de tamis et de divers outils agricoles en bois, des bijoutiers et surtout, des travailleurs du cuir dont l'activité, centrée massivement sur la fabrication de chaussures, pèse d'un poids croissant dans l'économie ou plus exactement dans la socio-économie – de la «médina».

Par delà le dynamisme d'ensemble du système, ces corps de métier on l'a vu également – font preuve d'une vitalité très inégale. Pour des raisons diverses, mais liées en général à la concurrence des produits de l'industrie moderne, certains de ces métiers – celui des tisserands et celui des forgerons en particulier – sont en déclin actuellement. D'autres en revanche (comme la confection, la chaussure...), parce qu'ils ont su s'adapter techniquement en s'ouvrant aux procédés modernes de fabrication, connaissent sinon un essor remarquable du moins un développement régulier et progressif. Ce sont les activités déployées par ces derniers qui structurent le système productif de la «médina». Ces activités sont le plus souvent conduites par des hommes jeunes, ambitieux et ouverts sur le monde extérieur tout en étant ancrés dans la tradition. C'est pourquoi ce sont elles également qui impulsent cette dynamique Sfaxienne de développement industriel endogène dont il faut préciser les caractéristiques majeures à présent.

Comme tout phénomène de cette nature, la dynamique d'industrialisation que connaît Sfax est un processus complexe où se rencontrent et se combinent l'artisanat traditionnel, la micro-industrie du secteur formel, le secteur informel, l'épargne familiale, le marché officiel et parallèle, etc. Elle est l'œuvre de commerçants, d'artisans et de gens de métiers entreprenants qui, tout en étant solidement enracinés dans la tradition, ne sont pas moins ouverts sur le monde moderne auquel ils

⁽¹³⁾ "Héritage ancien réactualisé" est une expression inspirée par Claude COURLET qui parle d'"héritage préindustriel réactualisé". Cf "Les industrialisations endogènes" Revue Tiers-Monde, n° 118, avril-juin 1989.

n'hésitent pas à emprunter, chaque fois que cela est nécessaire et possible, les procédés, les techniques et les idées.⁽¹⁴⁾

En d'autres termes, cette industrialisation ne procède d'aucun bouleversement, d'aucune rupture brutale. Il s'agit au contraire d'une dynamique progressive, fondée sur la création-multiplication d'activités et d'entreprises de petite dimensions à partir de la valorisation et de la reactualisation des artisanats traditionnels et des savoir-faire ancestraux. D'où l'expression, d'«industrialisation endogène» employée par certains auteurs pour décrire ce processus ou encore celle d'«industrialisation à petite échelle» privilégiée ici.

Un des aspects de ces activités et entreprises qui se multiplient est qu'elles ne reposent pas sur d'importants investissements initiaux. On constate au contraire que le capital de départ est toujours limité. Cet aspect n'est évidemment pas sans rapport avec la modeste taille des unités de production. Mais il est aussi dicté par la faiblesse des moyens financiers dont disposent les «entrepreneurs» concernés, lesquels sont d'autant plus contraints qu'ils assument en général seuls –ou avec leur famille– les risques techniques, commerciaux et financiers liés à leurs projets.

Enfin, dernière caractéristique mais non la moindre, cette industrialisation conçue comme passage graduel de l'artisanat traditionnel à la petite industrie n'a rien d'un processus linéaire. Il s'agit d'une «mutation lente, souvent hasardeuse et difficile, avec de brillants

¹⁴ Le témoignage suivant de Pierre JUDET –mieux qu'un savant discours– donne une idée de cette dialectique ancrage dans la tradition/ouverture sur la modernité et de ses retombées positives. "J'ai rencontré en 1983, raconte P. JUDET, un maître artisan tanneur qui était à la tête d'un atelier désuet où il traitait peaux de chèvre et de mouton suivant des procédés transmis de père en fils. Sentant son activité menacée, il ne s'est pas contenté de transmettre à ses héritiers savoir-faire et recettes. Il a envoyé ses fils en Europe. Ils sont revenus tous les trois: ingénieurs et techniciens de cuir, diplômés de gestion. Les trois fils n'ont rien renié, rien brusqué: ils ont entrepris de transformer l'atelier de l'intérieur en substituant des produits chimiques modernes aux produits de traitement traditionnel: en installant graduellement quelques machines modernes depuis la préparation des peaux brutes jusqu'au glaçage des peaux tannées. Ils ont d'abord conservé les bâtiments anciens afin de réserver les capitaux disponibles à la modernisation des circuits de production et à l'élévation de la qualité du produits. La construction de nouveaux bâtiments mieux adaptés achèvera ultérieurement la mue industrielle. Il apparaîtra alors au grand jour qu'un atelier artisanal sfaxien s'est transformé en unité industrielle de plein exercice, trois industriels et un manager ayant succédé à leur père artisan traditionnel". Cf "Quand la Rhur rentre au musée", *Revue Tiers-Monde*, n° 118, avril-juin 1989, p.409.

succès, mais aussi de nombreux échecs». ⁽¹⁵⁾ comme le montre l'histoire de plusieurs ateliers de la «médina» dont la trajectoire est loin d'être une «success story», ce passage n'est jamais acquis a priori ; à cause des obstacles dont le parcours est parsemé, il est quelquefois irrémédiablement contrarié.

II. 2: LE «BAZAR» DE KOUMASSI AU GHANA

Koumassi –ou Kumassi en anglais- est une ville du sud du Ghana, située en pays ashanti. D'un demi-million d'habitants environ, elle a un passé historique glorieux puisqu'elle fut la capitale d'un puissant royaume fondée au XVIII^e siècle par le peuple des Ashantis. A l'heure actuelle, Koumassi est un grand centre de cacao dans lequel la vie économique tourne essentiellement autour des mines d'or, de l'activité commerciale, des industries du textile et du cuir et du travail du métal.

Pour qui s'intéresse aux phénomènes de développement fondés sur l'artisanat traditionnel et la petite industrie, le cas de Koumassi est particulièrement intéressant à étudier. Intéressant, car il montre clairement que l'un des mérites de ce type d'expériences – et non le moindre – réside dans leur capacité de résistance et d'adaptation aux difficultés dues à l'environnement et à la crise.

On sait, en effet, que l'économie du Ghana – autrefois l'une des plus prospères de l'Afrique de l'Ouest – est entrée dans une violente crise au début des années quatre-vingt. Peu importe ici l'origine de cette crise. Le fait est qu'elle a été si forte et ses effets si durement ressentis qu'elle a conduit les responsables du pays à accepter la thérapie de choc imposée en pareilles circonstances par le F.M.I. et la Banque Mondiale. Si les sacrifices demandés à la population ont été particulièrement douloureux, cela n'a pas été inutile : à partir de 1987, grâce au PAS mis en œuvre, la situation économique a commencé effectivement à se redresser et un certain nombre d'équilibres à se rétablir.

Le plus significatif – du point de vue du propos développé ici – ne se situe cependant pas là. Il se situe dans l'évolution socio-économique relativement favorable enregistrée, au cours de cette même période de crise, dans quelques (rares) endroits du pays, et tout particulièrement à Koumassi.

Les données statistiques et factuelles, outre qu'elles sont difficilement vérifiables, ne sont malheureusement pas abondantes. Mais celles qui

⁽¹⁵⁾ COURLET Ci., Industrialisation rampante et diffuse dans les pays en développement: quelques points de repère", *Revue Tiers-Monde*, n° 118, avril-juin 1989, P. 404.

sont disponibles attestent, toutes, d'une croissance soutenue et remarquable de la micro-économie de Koumassi, non seulement avant mais pendant cette période où le reste de l'économie ghanéenne traversait une crise profonde. Fait plus remarquable encore, cette croissance est due exclusivement ou presque aux activités déployées par de petites entreprises, industrielles ou artisanales, lesquelles en se regroupant spatialement ont formé ce que dans le Jargon local on désigne du terme «bazaar» («bazar» en français).

Deux chiffres seulement pour donner une idée de l'importance prise par le phénomène des petites entreprises industrielles concentrées dans le «bazar» de Koumassi. Selon des estimations fréquemment avancées, en l'espace d'une vingtaine d'années – soit du début des années soixante-dix au début des années quatre vingt dix – l'emploi dans le secteur constitué de ces petites entreprises a progressé de 800% approximativement. Si bien qu'à l'heure actuelle, ce sont au total quelques 50.000 personnes environ qui sont employées dans ce secteur. ⁽¹⁶⁾

Comme la «médi-na de Sfax, ce qui caractérise le «bazar» de Koumassi c'est la diversité des travaux et des métiers qui y sont exercés. Toutefois, deux sortes d'activités émergent largement du lot par leur poids: il s'agit d'une part de l'activité de recyclage et de réparation – et singulièrement la réparation automobile et du matériel électro-ménager – et d'autre part du travail des métaux. Ces deux types d'activités conduisent, grâce à leur dynamisme, à la mise en place d'une petite industrie locale centrée sur la mécanique et le travail des métaux.

L'hypothèse de travail posée précédemment est que les processus d'industrialisation à petite échelle – ou endogène – procèdent, aussi bien au Sud qu'au Nord, d'une réaction des populations concernées face aux difficultés de tous ordres engendrées par l'épuisement des politiques volontaristes classiques de développement. Cette hypothèse se vérifie pleinement, nous semble-t-il, dans le cas de Koumassi.

Le «bazar» en tant que système socio-économique original ne date certes pas de l'entrée en récession de l'économie ghanéenne à la fin des années soixante-dix, mais lui est antérieur. Toutefois, le nombre de petites entreprises à vocation industrielle qui en forment l'ossature a connu un bond prodigieux à la faveur de cette crise et, dans le même temps, le champ d'action de ces entreprises s'est considérablement

⁽¹⁶⁾ Cf SCHMITZ H., "Petites entreprises et spécialisation souple dans les pays en développement" Travail et Société, vol. XV, N° 3, Genève 1990, p. 287 Remarquons que 50.000 personnes employées aujourd'hui est une estimation modeste comparée au chiffre de Schmitz qui indique 40.000 artisans pour 1990.

étendu. Cette concomitance serait-elle l'effet du hasard ? A l'évidence, non ! Elle s'explique plutôt par la volonté de la population de Koumassi – et en particulier de ses couches les plus vulnérables économiquement – de faire face à la baisse de la production de la grande industrie nationale et à la chute des importations de pièces rechange et des produits de consommation, deux phénomènes qui se sont traduits par des pénuries sévères et fortement contraignantes sur le marché local.

Le processus de développement industriel dont Koumassi est le foyer grâce à son «bazar» ne se différencie pas, du point de vue de ses caractéristiques majeures, de celui qu'on observe à Sfax et dans d'autres villes ou régions du Sud connaissant des pratiques de développement local. Fondamentalement, à Koumassi aussi, on a affaire à un foisonnement d'unités de production de petites dimensions, mues par des hommes qui inscrivent leurs actions dans le monde d'aujourd'hui, mais en prenant appui sur leur héritage culturel, sous sa forme notamment de métiers artisanaux et de savoir-faire ancestraux. On n'y revient donc pas spécialement ici. S'agissant par contre des facteurs de dynamisme et de succès, les choses se présentent un peu différemment. Il est utile donc de s'y arrêter un instant pour voir ce qu'il en est dans le cas précis du «bazar» de Koumassi.

L'idée fréquemment avancée est que le succès des expériences de développement local dans les pays du Sud comme dans ceux du Nord dépend, dans une assez grande mesure, des conditions institutionnelles, c'est-à-dire en simplifiant de l'attitude du gouvernement et des autorités locales. Si l'on en juge par ce qui se dit et s'écrit à propos notamment de l'Allemagne du Sud, de la Troisième Italie, de l'Etat de Sao Paulo au Brésil, etc., force est de conclure que cette idée est tout à fait fondée.

Pourtant, dans le cas du «bazar» de Koumassi, elle ne semble pas corroborée par les faits. Selon H. Schmitz, la croissance de l'économie de Koumassi doit très peu à l'action des pouvoirs publics et des collectivités locales. «Au contraire, précise cet auteur qui semble bien connaître son terrain, même pour des firmes capables d'innover, il vaut mieux ne pas être domiciliée au «bazar» lorsque l'on traite avec le gouvernement ou les banques. En effet, pour ces organismes officiels, le tohu-bohu du «bazar» risque d'évoquer davantage le bidonville que le dynamisme industriel».⁽¹⁷⁾

⁽¹⁷⁾ SCHMITZ H., "Petites entreprises et spécialisation souple..." op. Cit. P. 297. Notons que dans le cas de la "médi-na" de Sfax non plus, les faits ne semblent pas confirmer l'idée d'un rôle décisif joué par l'élément institutionnel. L'Etat tunisien ayant observé une attitude non interventionniste avec la "médi-na", il n'a ni véritablement soutenu ni franchement contrarié son dynamisme.

Si les institutions publiques officielles ont été – et sont – si peu coopératives, à quoi faut-il alors attribuer les «étonnantes performances économiques» que soulignent unanimement les études consacrées à la socio-économique du «bazar» de Koumassi ? Comme dans le cas de Sfax, les succès de la petite industrie à Koumassi ne s'expliquent pas par un facteur déterminé, mais par une conjonction de facteurs divers et variés. Deux de ces facteurs semblent toutefois avoir un poids déterminant : il s'agit, d'une part, de la concentration de nombreuses petites entreprises sur un espace restreint – transformé ainsi en un véritable bassin industriel – et, d'autre part, de la présence d'un potentiel de main d'œuvre jeune et dense. Si ces deux caractéristiques ne sont pas spécifiques au «bazar» de Koumassi, elles n'y jouent pas moins un rôle positif crucial qu'il convient de mettre particulièrement en relief.

La concentration de nombreuses petites entreprises dans le périmètre réduit du «bazar», par le biais de la proximité spatiale qui en est le corollaire immédiat, agit favorablement à trois niveaux au moins. D'abord, grâce à cette proximité, des contacts interpersonnels – comme ceux observés dans la «médi-na» de Sfax – se nouent en permanence entre les acteurs de la vie économique, entraînant des échanges d'informations intenses et fructueux.

En second lieu, la proximité induit des rapports d'entraide et de solidarité entre les différentes unités économiques opérant à l'intérieur du «bazar». Ces rapports, favorisés également par des facteurs d'ordre culturel, ⁽¹⁸⁾ se traduisent non seulement par une concurrence moins rude – et moins néfaste – mais aussi par une coopération productive qui permet de surmonter la contrainte de moyens à laquelle sont confrontées toutes les entreprises du «bazar». Exemple concret d'avantages découlant de cette coopération: les ateliers acceptent les commandes même lorsqu'ils ne sont pas en mesure de les honorer entièrement par leurs propres moyens. Ils le font car ils savent qu'ils peuvent confier les opérations qu'ils sont incapables d'effectuer à des ateliers voisins, plus

⁽¹⁸⁾ En effet, les personnes qui dirigent les entreprises du «bazar» – comme celles qui y travaillent comme apprentis, ouvriers... – sont en majorité soit d'anciens artisans, en cours de conversion à la petite industrie, soit des individus issus de l'exode rural et que le système économique «moderne» des villes a été incapable d'accueillir. En tant que tels, ils véhiculent un système de références culturelles très traditionnelles. Ce qui signifie notamment que pour eux le «bazar» n'est pas seulement un espace de production : c'est aussi – et surtout – un espace de vie sociale au sein duquel les règles de solidarité communautaire continuent à prévaloir et à primer sur toute autre règle.

spécialisés et disposant des équipements et des compétences nécessaires.
(19)

En troisième lieu, la concentration spatiale agit par la dynamique de réseaux qu'elle suscite. Pour comprendre cet aspect, il convient de ne pas perdre de vue la relative diversité de la structure économique du «bazar» de Koumassi. Si le regroupement s'opère bien selon une logique sectorielle – autour de la petite métallurgie et de la mécanique – il ne s'ensuit pas que toutes les entreprises produisent les mêmes biens. A côté des nombreux ateliers se livrant effectivement à la fabrication de divers produits finis à partir des métaux, d'autres, non moins nombreux, sont spécialisés dans les activités du recyclage et de la réparation, ce qui les conduit souvent à se lancer dans la production de pièces de rechange, voire dans le copiage et la reproduction des machines les plus simples. Tout cela pour dire que le «bazar» de Koumassi n'est pas une structure monoproductrice. C'est au contraire un ensemble productif assez complexe, formé d'une constellation d'entreprises et d'ateliers exerçant des activités variées. Une des forces de cet ensemble est que ces entreprises y sont organisées en réseaux (informels) à l'intérieur desquels circulent intensément biens, services et informations. L'avantage de ces réseaux est que – la proximité spatiale aidant – ils sont source d'«économies externes» ou d'«économies d'agglomération» non négligeables, dues au fait que les unités de production établies dans le «bazar» trouvent souvent se place les matériaux, les équipements, les pièces de rechange, les services de réparation... dont elles ont besoin.

S'agissant du deuxième facteur de dynamisme économique, le potentiel de main d'œuvre, ses effets positifs s'exercent d'une part par le nombre, c'est-à-dire la quantité de bras disponibles et, d'autre part, par l'ingéniosité dont font preuve ouvriers et artisans dans l'exercice de leurs métiers.

La présence d'une main d'œuvre en quantités abondantes implique, dans le « bazar » de Koumassi comme ailleurs, des coûts de production bas, source d'une compétitivité d'autant plus forte que les produits du «bazar» sont en général d'une qualité au moins égale à celle des biens semblables sortant de l'industrie «moderne». Cette médaille économique a cependant, il faut le reconnaître, son revers social qui s'appelle: rémunérations salariales faibles voire très faibles, manque d'hygiène et

(19) "De cette façon, le "bazar" de Kumassi attire les commandes et la clientèle de tout le Ghana et des pays voisins. Même les petits ateliers équipés de façon rudimentaire profitent de ce rendement collectif" SCHMITZ, H., "Petites entreprises et spécialisation souple..." op. Cit. P. 288.

de sécurité dans les ateliers, pas de congés payés, pas de protection sociale (si ce n'est celle assurée au titre de la solidarité familiale et communautaire)... De ce point de vue, on comprend que certains observateurs se demandent si ce n'est pas là que réside la différence majeure séparant les processus de développement local au Nord et au Sud. Au Nord, la dynamique reposerait sur des salaires hauts, de bonnes conditions sociales et de travail et sur ce qui va avec, en termes de technologies avancées et d'innovations fortes, tandis qu'au Sud elle reposerait plutôt sur des salaires bas et des conditions de travail précaires combinés à des technologies simples et à une capacité d'innovation moindre.

Cette idée d'une différence majeure en termes de capacité d'innovation, dans quelle mesure – et jusqu'à quel point – est-elle fondée ? Cela est difficile à dire sans un travail empirique d'une grande ampleur. Ce qui semble acquis en revanche, dans le cas du «bazar» de Koumassi, est que cette moindre innovation – si elle est réelle – est compensée en grande partie non seulement par l'extrême flexibilité des conditions salariales et de travail, mais surtout par les qualités propres de la main d'œuvre locale, en particulier sa grande ingéniosité. Résultat à la fois de la pauvreté des moyens disponibles et de la vivacité des savoir-faire traditionnels, transmis de génération en génération, cette ingéniosité permet à la petite industrie du «bazar» de suppléer sa capacité d'innovation inférieure par une capacité d'adaptation supérieure, et cela de diverses façons : utilisation très répandue du matériel de récupération (après réparation), reproduction des pièces de rechange difficiles à acquérir sur le marché, prolongation de la durée de vie des machines au-delà de ce que l'on peut imaginer, etc. Autant dire que la main d'œuvre, par ses qualités propres, constitue – avec le regroupement – l'un des éléments clef de la vitalité du «bazar» et de l'efficacité de ses nombreux ateliers.

Voilà ce que l'on pouvait dire en guise de présentation rapide des expériences de la «médi-na» de Sfax et du «bazar» de Koumassi. Ces deux exemples n'auraient assurément qu'un intérêt mineur s'ils n'étaient que des cas isolés, sortes de «success stories» exceptionnelles. Mais tel n'est pas le cas. Des dynamismes économiques et spatiaux sur la base conjointe de l'artisanat, du secteur informel, de la petite industrie... On en recense, en réalité, dans de nombreuses contrées des pays en développement : à Guadalajara au Mexique comme à Novo Hamburgo dans le sud du Brésil, dans les régions de Kabylie et du Mزاب en Algérie comme dans la petite ville de Rajasamand au sud de l'Etat indien de Rajasthan, etc. La question qui se pose alors est celle de savoir ce qu'il y

a de fondamentalement commun aux dynamiques industrielles, économiques et sociales que connaissent toutes ces régions et qui les distingue des processus conventionnels – ou classiques de développement.

III. L'INDUSTRIALISATION A PETITE ECHELLE: UNE AUTRE APPROCHE DU DEVELOPPEMENT AU SUD

Cette notion «d'industrialisation à petite échelle» est relativement récente dans la littérature consacrée aux pays en développement. Elle est utilisée par un certain nombre d'auteurs anglo-saxons ⁽²⁰⁾ pour rendre compte des dynamiques de développement s'inscrivant dans le cadre d'activités artisanales ou de petite industrie et qui sont essentiellement le fait de petites entreprises regroupées spatialement selon une logique sectorielle. Ces mêmes dynamiques, on le sait, ont plus classiquement décrites à travers les notions de «spécialisation souple ou flexible», de «système productifs locaux», de «processus d'industrialisation diffuse ou rampante», etc.

Analysant l'essor de ces nouvelles formes de développement dans les vieilles nations industrielles du Nord, certains spécialistes de la question n'hésite pas à y voir un «nouveau modèle de développement», avec ce que cela implique comme rupture avec le modèle de croissance fordiste – ou modèle de production de masse – qui a prévalu tout au long des trente glorieuses ⁽²¹⁾.

S'agissant des pays en développement du Sud, où (on l'a vu) des phénomènes comparables s'observent – et où cependant l'expérience enseigne qu'il faut se méfier de toute idée de modèle – on avancera plus raisonnablement la double proposition suivante: premièrement, l'industrialisation à petite échelle constitue une approche différente de la question du développement; deuxièmement, au vu des dynamismes enregistrés un peu partout, elle se révèle comme une alternative prometteuse au schéma de développement périphérique classique.

Cette nouvelle approche du développement, quel en est le contenu ? En restant sur un plan global, disons que l'analyse du contenu de l'industrialisation à petite échelle peut s'articuler autour de six axes

(20) Notamment SCHMITZ H.:

“Growth constrains on small-scale manufacturing in developing contries: a critical review”
World Development, Studies, University of Sissex, 1989.

(21) Cf COURLET C., PECQUEUR B., «Les systèmes industriels localisés en France: un nouveau modèle de développement». In. Benko, Lipiertz, Les régions qui gagnent, PUF, Paris 1992.

principaux, chacun d'eux témoignant d'une rupture radicale avec les logiques économique et sociale caractéristiques du développement standard en vigueur auparavant.

III.1. Le premier axe concerne l'articulation de l'économique du social.

Le développement traditionnel, on le sait, se fonde sur la scission du social – ou, plus exactement, du social-historique selon l'expression du philosophe C. Castoriadis.

– en deux instances distinctes: l'économique et l'extra-économique, autrement dit, en simplifiant un peu, ce qui relève de l'échange marchand et ce qui échappe aux règles d'un tel échange. Dans cette conception, l'économique est non seulement autonomisé par rapport aux autres dimensions de la vie social, mais il est en outre considéré comme l'instance motrice, tandis que le socio-culturel, le symbolique, ... sont relégués au statut d'instances mues ou d'instances entraînées ⁽²²⁾ En termes de politiques et de pratiques de développement, le résultat en est que le développement est d'abord une affaire économique. Si le socio-culturel intervient, c'est à titre secondaire et, pour ainsi dire, de façon extérieure au processus.

Dans le processus d'industrialisation à petite échelle, il en va différemment. Ici, économique et extra économique, marchand et non marchand sont imbriqués étroitement l'un dans l'autre de sorte qu'il est difficile sinon impossible- de les dissocier analytiquement. C'est dire que la socio-culturel locale joue un rôle essentiel dans les processus de développement. Comme on l'a vu dans les cas de Sfax et de Koumassi, lors même de leurs activités de production, et sur les lieux mêmes de leur travail, artisans et petits producteurs entrent dans des rapports qui ne sont pas qu'économiques. Ce sont aussi des rapports sociaux faits de solidarité de convivialité.

La concurrence entre producteurs, entre entreprises, etc., n'est évidemment pas abolie, mais elle est insérée dans un tissu de relations qui laissent une grande place à l'entraide et à la coopération. Bref, ce dont il s'agit en définitive c'est de tout un enchevêtrement de liens et de rapports qui donne naissance à de véritables réseaux de relations à l'intérieur desquels circulent d'intenses flux d'informations et de produits. Compte tenu de leur mode de fonctionnement, ces réseaux sont

⁽²²⁾ Ces notions d'«instance motrice» et d'«instances mues» sont empruntées à F. PERROUX. Cf «*L'économie du 20^{ème} siècle*», PUF, Paris 1969 (troisième édition).

l'esquisse non pas d'un autre projet économique mais d'un nouveau projet de société dans lequel l'économique est enchâssé ou, plus exactement, réenchâssé dans le social de façon à lui être indissociable:

III.2: Le deuxième axe a trait au type de développement local dont il s'agit et au rôle des facteurs institutionnels.

Aussi bien en théorie qu'en pratique, le schéma de développement dominant méconnaît les dynamiques locales telles que décrites ici. Ce qui tient lieu de développement local dans ce schéma, ce sont les actions de désenclavement ou de revitalisation dont peuvent bénéficier les régions les plus déshéritées économiquement. Ces actions qui ont connu un peu partout un essor remarquable au cours des années soixante-dix, s'inscrivent du dans le cadre de la politique régionale de l'Etat autrement dit la politique d'aménagement du territoire.

Ce type de développement local trouve son inspiration théorique dans les concepts structuralistes d'«espace polarisé» et d'«espace-contenu de plan», ainsi que dans celui de «développement inégal» associé à la théorie de la dépendance. Il correspond à un modèle de développement à la fois volontariste et fonctionnel: l'Etat, grâce à une politique appropriée de redistribution dans l'espace des activités et des hommes, pense remédier aux déséquilibres régionaux les plus criants et, ainsi, parvenir à une maîtrise des mouvements de population.

Ce n'est pas le lieu ici de faire le bilan de cette conception du développement local par le haut. Disons simplement que, globalement, ce bilan est très décevant, comme en témoigne le cas du Mezzogiorno en Italie, à propos duquel on a parlé de «cathédrales dans le désert» pour signifier le peu d'«effets d'entraînement» des grandes unités de production qui y ont été implantées. Bilan décevant qui ne fait que mieux ressortir, par contraste, les réussites des pratiques de développement local par le bas, dans le cadre des regroupements spatiaux de petites industries.

Car c'est bien d'un développement local par le bas qu'il s'agit dans ces regroupements. A la différence de celui par le haut, ce type de développement local ne procède d'aucun fonctionnalisme. Il est en revanche territorial dans ce sens qu'il porte la marque du territoire – ou de l'espace – dans lequel il s'inscrit, au double plan économique et socio-culturel. En outre, loin d'être volontariste, il est spontané, c'est-à-dire qu'il ne s'intègre pas dans une stratégie économique fixée a priori par des instances extérieures, mais correspond à un mouvement propre, autonome des collectivités humaines qui y sont impliquées.

Cela signifie-t-il pour autant que les institutions ne jouent aucun rôle dans ces processus ? En examinant les expériences de la « médina » de Sfax et du « bazar » de Koumassi, on a observé que leurs dynamismes ne doivent pas grand chose à l'action des pouvoirs publics centraux et locaux. Il convient toutefois de se garder de toute conclusion hâtive. Car le double écueil qui guette ici, c'est d'une part de généraliser abusivement à partir de ces deux cas particuliers et, d'autre part, de réduire les facteurs institutionnels à la seule action des autorités politiques.

Au vu d'expériences vécues ailleurs – notamment celle du développement par essaimage de P.M.I./P.M.E. à Taïwan – il semble en effet que la puissance publique et les collectivités territoriales aient un rôle déterminant à jouer. Rôle déterminant, car il s'agit pour elles de favoriser la dynamique d'innovations et, dans un même mouvement, d'appuyer le fameux passage du stade artisanal à l'« industrie de plein exercice » selon l'expression de Pierre Judet.

Quant aux institutions extra-publiques, il suffit de songer au rôle joué par les associations sectorielles dans le Sud de l'Allemagne et surtout la Troisième Italie pour en mesurer l'importance. De telles associations de producteurs se rencontrent également dans les systèmes d'industrialisation à petite échelle du Sud. Leur rôle ici est tout simplement irremplaçable. Car, conséquence de la carence des structures administratives locales, ce sont elles qui assurent à la fois l'équilibre nécessaire entre concurrence et coopération à l'intérieur du système et la gestion, au mieux des intérêts de ce système, de ses relations avec l'extérieur.

III.3: Le troisième axe pose la question de l'uniformité ou de la diversité des voies de développement.

Dans son concept comme dans sa réalité, le développement conventionnel repose sur l'idée que le développement est un. Cette unicité vaut naturellement en ce qui concerne les finalités poursuivies : partout, le but est de produire les mêmes biens et services à partir des mêmes produits primaires. L'uniformisation des modes de consommation qui en découle – ou qui devrait en découler – n'est pas considérée comme problématique, ni a priori ni a fortiori. Cette unicité vaut également en ce qui concerne les processus mis en œuvre. Partout ou presque, on implante les mêmes usines ou les mêmes équipements industriels, lesquels fonctionnent selon les mêmes techniques, les mêmes rythmes de travail, la même division des tâches, etc.

Sans doute, sur tel ou tel plan, faut-il nuancer cette idée d'uniformité des modes de développement. Ainsi en est-il, par exemple, en matière de priorités sectorielles et industrielles, de structure de la propriété du capital, de modalités d'insertion dans le commerce international, etc. Toutefois, au-delà de ces écarts relativement mineurs, force est de constater que le développement standard renvoie à un processus de négation des différences – sur le plan économique et sur le plan culturel – au profit d'une homogénéisation tendancielle non seulement des finalités mais aussi des trajectoires.

Dans les expériences d'industrialisation à petite échelle – Moncef Bouchrara dans le cas de la Tunisie parle d'«industrialisation rampante»⁽²³⁾ – la tendance est à l'opposé; elle est à la diversité des voies et des stratégies. Il n'y a donc pas dans ce cas une façon unique de surmonter les difficultés – une sorte de voie royale de développement économique et social – mais plusieurs. Fait remarquable, dans le cadre de cette diversité, les différences de comportement, d'approche des problèmes sont non seulement acceptées et reconnues, mais elles sont pour ainsi dire valorisées car considérées comme bénéfiques à tous et favorables à la réussite globale.

Ce n'est donc pas seulement que les différences ne sont plus un élément handicapant, elles deviennent au contraire un facteur dynamisant. Comme le soulignent C. Courlet et B. Pecqueur, les systèmes locaux d'industrialisation diffuse «s'opposent au modèle fordiste d'industrialisation car ils valorisent la rencontre des différences plutôt que l'uniformisation. Ils s'appuient sur des milieux humains riches de leur variété et leur complexité»⁽²⁴⁾.

Cette consécration de la diversité est vraie en particulier dans le domaine de la technologie. On se rappelle le débat passionné qui a vu s'affronter, des années durant, partisans des «technologies douces» et défenseurs de la thèse du «raccourci technologique»⁽²⁵⁾. Dans l'industrialisation à petite échelle, la question ne se pose pas en ces

⁽²³⁾ BOUCHRARA M., *«Industrialisation rampante et innovation clandestine en Tunisie»*, Economie et Humanisme, n° 289, mai-juin 1986.

BOUCHRARA M., *«L'industrialisation rampante, ampleur, mécanisme et portée»*, Economie et Humanisme n° 296, juillet-août 1987

BOUCHRARA M., *«Sfax, capitale de l'industrialisation rampante»*, op. Cit.

⁽²⁴⁾ COURLET C., PECQUEUR B., *«Les systèmes productifs localisés en France...»* op. Cit.

⁽²⁵⁾ Cf. notamment SCHUMACHER E.F., *«Small is beautiful: une société à la mesure de l'homme»*, op. Cit.; et EMMANUEL A., *«Technologie appropriée ou technologies sous-développée?»*, PUF-IRM, Paris 1981.

termes manichéens des techniques modernes contre les techniques traditionnelles. Les problèmes à résoudre étant variables d'un contexte à l'autre – d'un pays à l'autre, d'une région à l'autre – les réponses technologiques appropriées à leur apporter ne peuvent, elles aussi, qu'être variables et s'inscrire dans une perspective de «pluralisme technologique» selon l'expression de D. Théry⁽²⁶⁾.

III.4: Le quatrième axe, étroitement associé au précédent, porte sur le rejet de l'univers de la «production de masse» au profit d'une «spécialisation souple».

Le modèle de développement qui a dominé sans partage au cours des années soixante et soixante-dix est un modèle mimétique dans ce sens qu'il procède par imitation et que son objectif ultime est d'instaurer dans les sociétés en développement du Sud des modes de production et de consommation comparables à ceux des nations industrielles du Nord. Ces modes de production et de consommation reposent pour l'essentiel sur quatre éléments liés entre eux: la production de masse et son corollaire la société de consommation, la grande taille des entreprises et la concurrence exacerbée entre elles.

Le fait est que la crise des années soixante-dix et quatre-vingt a montré les limites d'un tel modèle au Nord même: ce sont les limites du keynéso-fordisme central. Si ces limites sont désormais patentes, celles du «fordisme périphérique»⁽²⁷⁾ le sont encore davantage. Dans ce contexte, à l'instar de ce qui se passe au Nord, on voit apparaître un peu partout dans les pays du Sud de nouvelles formes d'organisation économique et sociale qui attestent à la fois d'un rejet du modèle de la production de masse, d'une réhabilitation de l'unité de production de petites dimensions et d'une résurgence de la solidarité et de la coopération ancestrales au détriment de la concurrence ruineuse, y compris dans le domaine de l'activité industrielle.

Plus concrètement, disons qu'à la faveur de la crise on assiste, dans de nombreux pays en développement, à l'émergence – qui est en même temps une réémergence – de la petite production de l'entreprise artisanale ou micro-industrielle, sur un plan officiel ou clandestin, et le plus souvent dans le cadre d'une concentration spatiale d'activité proches ou liées entre elles.

⁽²⁶⁾ THIERY D. «plaidoyer pour développer des technologie plus appropriées et passer du mimétisme au pluralisme technologique». *Revue Tiers-Monde*, n° 91, juillet-septembre 1981.

⁽²⁷⁾ L'expression est de A. LIPJÉTZ, in «*Mirages et miracles: problèmes de l'industrialisation dans le Tiers-Monde*» Ed. La Découverte, Paris 1986.

Cette concentration spatiale d'entreprises de petites tailles autorise-t-elle à caractériser les phénomènes en cause par les concepts de «systèmes industriels localisés», de «système productifs locaux» ou de «districts industriels», utilisés dans le cas des dynamiques territoriales en pays développés ? La question se pose mais, comme on l'a noté dans le cas concret du «bazar» de Koumassi, la réponse peut difficilement être catégorique. Soulignons cependant que les systèmes productifs locaux du Nord et les regroupements spatiaux de mini-entreprises qui donnent naissance à une industrialisation à petite échelle au Sud, présentent plusieurs caractéristiques communes. Ces caractéristiques qui en expliquent le dynamisme et la vitalité sont notamment : la promotion d'une spécialisation souple contrairement aux rigidités de la production de masse, une relative réconciliation des tâches de conception et d'exécution au sein d'ateliers flexibles et de petites dimensions et, enfin, le rejet de la concurrence acharnée au profit de l'entraide et de la solidarité.

III.5: Le cinquième axe concerne le rôle de la variable spatiale ou territoriale dans les processus de développement.

L'approche de l'espace qui prévaut dans le schéma de développement conventionnel est une approche purement fonctionnelle. Dans cette approche, l'espace est considéré uniquement dans son sens géographique, c'est-à-dire comme étendue ou distance entre lieux se traduisant, sur le plan économique, par des coûts: coûts de déplacement et de transport notamment. L'espace est donc, dans cette conception, un «simple support neutre» subissant passivement des lois de fonctionnement économique exogène ou, en tous cas, définies indépendamment de lui.

Certes, grâce à A. Hirschman et surtout F. Perroux, le courant structuraliste a renouvelé l'analyse de l'espace en y introduisant des concepts utiles, en particulier ceux de «polarisation» et de «domination spatiale»⁽²⁸⁾. toutefois, à travers ces concepts, il s'agissait principalement de rendre compte des inégalités spatiales de développement observées, qui ne pouvaient s'expliquer par de simples différences physiques ou climatiques.

Le renouvellement de la vision du développement qui s'esquisse concrètement à travers les expériences d'industrialisation à petite échelle suggère une tout autre approche de l'espace. Dans celle-ci, on peut parler

⁽²⁸⁾ Ces concepts sont développés notamment dans: PERROUX F., «*Les espaces économiques*».

Economie appliquée, t.III, n°1, 1950: «*L'économie du 20ème siècle*», op. Cit. Voir en particulier la deuxième partie: les pôles de croissance.

d'une «variable spatiale» dans ce sens que l'espace joue un rôle actif – et dans certains cas décisif – dans la dynamique de développement économique et social. H. Schmitz et son équipe de l'«Institute of Development Studies», dans plusieurs études empiriques⁽²⁹⁾, ont bien mis en évidence cet aspect: les regroupements de petites entreprises – qui sont la source du dynamisme et de la vitalité retrouvés – ne s'opèrent pas au hasard ni n'importe où: ils s'opèrent dans certains endroits présentant des caractéristiques favorables sur le plan économique mais aussi, et surtout, sur le plan socio-culturel.

C'est dire que l'espace n'est pas un, sorte d'ensemble indivisible et indifférencié. Il est au contraire pluriel, c'est-à-dire composé de parties nettement différenciées les unes par rapport aux autres qu'on appelle «territoires». Du fait de cette hétérogénéité, des réseaux, avec ce qu'ils impliquent comme synergies et relations de coopération, se créent et se développent dans certains territoires et pas dans d'autres. Ces réseaux et les rapports particuliers qui s'y nouent entre les différents acteurs, sont ce qui définit un territoire dans sa spécificité – relativement à d'autres – et forme la «variable territoriale» dont l'impact sur le processus de développement se révèle parfois crucial⁽³⁰⁾

III.6: Le sixième axe touche au problème de la force humaine de travail et de sa place au sein du processus de production.

Dans le «fordisme périphérique», comme dans le «fordisme central», la logique de développement qui s'impose veut que la croissance économique s'appuie principalement sur trois facteurs liés: les économies d'échelle avec ce que cela suppose comme unités de production de taille de plus en plus grande, les gains permanents de productivité par l'approfondissement de la division du travail au sein des entreprises et le cloisonnement strict des producteurs et, enfin, la rationalisation de l'activité productive grâce à l'application des principes de l'«organisation scientifique du travail».

(29) Notamment:

*SCHMITZ H., *Petites entreprises et spécialisation souple dans les pays en développement*, op. Cit.

*NADVI Kh. et SCHMITZ H., «Industrial Clusters in less developed countries: review of experiences and research agenda», discussion paper 339, Institute of Development Studies, University of Sussex, janvier 1994

⁽³⁰⁾ Sur cette analyse, voir B. PECQUEUR, «*De l'espace fonctionnel à l'espace-territoire: essai sur le développement local*», thèse de doctorat d'Etat en sciences économiques, Université des Sciences Sociales de Grenoble, 1987.

Au niveau de la force humaine de travail, les retombées de ce système sont connues et ont donné lieu à une littérature abondante. Pour résumer, disons qu'elles consistent dans un phénomène de déqualification massive des producteurs de base, attelés sans motivation à la fabrication de biens standardisés dans le cadre de chaînes de production rigides, ce qui se traduit, plus généralement, par une totale dévalorisation du statut de l'homme dans le processus économique globale.

Sous cet angle aussi, on peut dire que le contraste est saisissant avec ce qui a pu être observé dans de nombreux cas d'industrialisation à petite échelle. De ces observations – y compris celles concernant Sfax et Koumassi dont on a fait état dans la deuxième partie –, il ressort en effet qu'ici la production et sa croissance régulière se fondent surtout sur l'emploi de machines à usages multiples, manipulées ou actionnées par de travailleurs polyvalents qui, comme tels, sont en mesure de s'adapter à des réalités en constante mutation. De ce point de vue, et à titre d'hypothèse, on est tenté de voir dans les processus d'industrialisation à petite échelle comme la naissance – à moins qu'il ne s'agisse d'une renaissance – d'un système social de production attribuant à l'homme un rôle prépondérant.

Sans doute, convient-il de rester prudent. S'agissant de pays en développement, il est clair que les niveaux de qualification de la main-d'œuvre – au sens habituel de compétences industrielles acquises à travers des cursus de formation institutionnelle – sont en général faibles. Les personnes engagées dans des systèmes d'industrialisation à petite échelle, au même titre que les autres, n'échappent pas à la règle⁽³¹⁾. D'ailleurs, bon nombre de ces systèmes ont basé leur succès – au moins initialement – sur une exploitation intensive et choquante de cette main-d'œuvre peu qualifiée, ce qui a priori ne favorise ni la capacité d'adaptation ni l'innovation technologique.

Il faut toutefois souligner le fossé qui sépare le développement conventionnel des pratiques d'industrialisation à petite échelle quant à l'attitude observée vis-à-vis des connaissances, des compétences – et des savoir-faire issus de la tradition, notamment de l'artisanat traditionnel. Alors que ceux-ci sont rejetés et niés dans le premier, ils sont pleinement reconnus et valorisés dans les seconds, même si cela passe par leur enrichissement par de nouvelles connaissances et compétences et par de

⁽³¹⁾ Encore qu'il faille préciser que dans ces systèmes, suivant la formule célèbre, on est ingénieur sans être ingénieur, industriel sans être industriel, et on est entreprenant sans être entrepreneur.

nouveaux savoir-faire là où des machines et des technologies plus modernes sont introduites.

Au total, on peut donc dire qu'à l'inverse du modèle dominant, dans l'industrialisation à petite échelle, croissance et développement n'ont pas pour levier la sous-qualification massive de la main d'œuvre. Ils sont au contraire grandement conditionnés par la présence d'une force humaine de travail dense et justifiant de compétences polyvalentes, les savoir-faire et les connaissances traditionnels étant dans ce cadre pleinement reconnus et intégrés. L'avantage décisif que confèrent ces compétences polyvalentes aux producteurs qui les détiennent réside dans l'aptitude à s'adapter à la fois aux changements techniques, rapides en ce siècle finissant, et aux contraintes évolutives du marché.

CONCLUSION

Dans les pays en développement, comme dans les pays du Nord, on observe des phénomènes de regroupement dans l'espace de petites entreprises exerçant les mêmes activités ou des activités proches. Les régions où se produisent ces regroupements font preuve d'une vitalité économique étonnante en ces temps d'essoufflement des stratégies volontaristes de développement de croissance économique ralentie.

Le fait est que la petite taille des unités de production concernées et les relations qui se nouent entre celles-ci – relations faites de concurrence mais aussi de solidarité, de coopération et de construction de synergies – confèrent aux tissus économiques de ces régions une triple capacité d'adaptation, de régulation et de résistance aux difficultés tout à fait décisive dans les conditions d'aujourd'hui. A travers cette évolution se font jour des formes de développement nouvelles, différentes en tous cas de celles caractéristiques du modèle de développement traditionnel. Pour désigner ces formes, nous avons retenu la notion d'«industrialisation à petite échelle».

L'hypothèse avancée dans ce papier, on l'a vu, est que l'industrialisation à petite échelle s'avère une alternative prometteuse au développement dominant qui a souvent conduit à des impasses dans les sociétés du Sud. Cette alternative, dans son contenu spécifique, peut se définir par référence à six éléments principaux: l'articulation de l'économique et du social et le rôle de la socio-culture locale; la substitution aux stratégies volontaristes par le haut de dynamiques spontanées par le bas; le refus de l'uniformité au profit de la diversité des voies de développement; le rejet du paradigme de la «production de masse» au profit de la «spécialisation souple»; la prise en compte de l'espace comme variable importante du processus de développement; et enfin la réhabilitation de la place centrale de la force de travail dans ce même processus.

Parmi ces éléments, certains ont sans doute retenu dans le passé l'attention des théoriciens du développement et des spécialistes des pays du Sud. Toutefois, les analyses que ceux-ci en proposent les abordent isolément, alors que c'est dans leurs articulation et combinaison que réside l'une des sources essentielles du succès des nouvelles pratiques de développement. C'est à combler cette «lacune» que doivent s'atteler les recherches à venir sur l'industrialisation à petite échelle dans les pays en développement.

BIBLIOGRAPHIE

ABDELMALKI L., KIRAT Th., 1991, Systèmes productifs locaux et développement économique, *Informations et Commentaire* n° 77. Villeurbanne, oct.-déc.

BENACHENHOU A. (sous la direction de), 1992. Environnement et développement, *Revue Tiers-Monde* n° 130, avril-juin.

BOUCHRARA M., 1986. Industrialisation rampante et innovation clandestine en Tunisie, *Economie et Humanisme* n° 289. mai-juin.

BOUCHRARA M., 1987. L'industrialisation rampante, ampleur, mécanismes et portée, *Economie et Humanisme* n° 296, juillet-août.

BOUCHRARA M., 1989. Sfax : « Capitale » de l'industrialisation rampante, *Revue Tiers-Monde* n° 118. avril-juin.

COMELIAU Ch., 1993. pour un renouveau de l'étude du développement, *Revue Tiers-Monde* n° 135, juillet-septembre.

COLLETIS G., COURLET Cl., PECQUEUR B., 1990, Les systèmes industriels localisés en Europe. publication de l'IREPD, série Rapports de recherche. Grenoble, septembre.

COURLET Cl., 1989, Les industrialisations endogènes, *Revue Tiers-Monde* n° 118, avril-juin.

COURLET C., PECQUEUR B., 1992, Les systèmes industriels localisés en France :

Un nouveau modèle de développement, in **Les régions qui gagnent** (sous la direction de Benko G. et Lipietz A.) PUF, Paris

CUSSET J.M., VULIN B., 1991. Espace, région et développement *Informations et commentaires* n° 77. Villeurbanne, octobre-décembre.

DEBLE I., HUGON Ph., 1983, *vivre et survivre dans les villes africaines*. PUF, Paris.

DOCKES P., ROSIER B., 1988 *L'histoire ambiguë : croissance et développement en question*, PUF, Paris.

DURAND J.P., 1991. Italie : spécialisation flexible et dépassement du fordisme, *Revue d'économie industrielle* n° 58, 4^e trimestre.

EMMANUEL A., 1981, *Technologie appropriée ou technologie sous-développée ?* PUF-IRM, Paris.

- FEJJAL A., 1987, Industrie et industrialisation à Fès, *Revue de géographie du Maroc* n°2.
- FEJJAL A., GUERRAOUI D., 1988, Fès, L'industrialisation de l'artisanat à Fès. *Histoires de développement, Cahiers de l'IES de Lyon* n° 4, décembre.
- FEJJAL A., GUERRAOUI D., 1991, Fès, industrialisation non orthodoxe, *Informations et Commentaires* n° 77, octobre-décembre.
- GRELLET G., 1992, Une nouvelle orthodoxie du développement, *problèmes économiques* n° 2299, 11 novembre 1992.
- GUILLAUMONT P., 1995, Déclin et renouveau de l'économie du développement, *Revue Française d'Economie*, volume X, n° 1.
- HAUBERT M. (sous la direction de), 1991, Politiques agraires et dynamismes paysans, *Revue Tiers-Monde*, n° 128, octobre-décembre.
- HIRSCHMAN A.O., 1954, *La stratégie du développement économique*, Ed. Ouvrières, Paris.
- HIRSCHMAN A.O., 1981, Grandeur et décadence de l'économie du développement, *Annales, Economie, Sociétés et Civilisation* n° 5, septembre-octobre.
- HUGON Ph., 1991, L'économie du développement, le temps et l'histoire, *Revue économique*, vol. 42 N° 2, mars.
- HUGON Ph., 1991, La pensée française en économie du développement, *Revue d'Economie Politique* n° 2, mars-avril.
- JANVRY A., SADOULET E., THORBECKE E., 1994, Le renouveau de l'analyse économique du développement, *problèmes économiques* n° 2361, 2 février.
- LATOUCHE S., 1986, Faut-il refuser le développement ? *Essai sur l'anti-économique du Tiers-Monde*, PUF, Paris.
- LATOUCHE S., 1991, *La planète des naufragés : essai sur l'après-développement*, Ed. La Découverte, Paris.
- LIPIETZ A., 1986, *Mirages et miracles problèmes de l'industrialisation dans le Tiers-Monde*, Ed. La Découverte, Paris.
- MAHIEU F.R., 1993, Tiers-Monde, Afrique et sous-développement, *Revue économique* n° 2, mars.

MAHIEU F.R.. 1994, Planification ou marché du développement ? Des projets à l'approche nationale des programmes, *Revue Tiers-Monde*, n° 140, octobre-décembre.

MAROUANI A.. 1994, Dynamique urbaine et développement économique : le cas de la médina de Sfax, *Mondes en développement*, tome 22, n°85.

MASINI J., (sous la direction de). 1994, Après le sommet de la terre : débats sur le développement durable. *Revue Tiers-Monde n° 137, janvier-mars*.

NADVI Kh., et SCHMITZ H.. 1994, Industrial Clusters in less developed countries : review of experiences and research agenda, discussion paper 339, Institute of Development Studies, University of Sussex.

NOREL Ph.. 1991, vingt ans de théorie du développement, *Alternatives Economiques*, n° 90 septembre.

PECQUEUR B.. 1987, De l'espace fonctionnel à l'espace territoire : essai sur le développement local, *thèse de doctorat d'État en sciences Economique*, université des Sciences Sociales de Grenoble.

PECQUEUR B., 1989, Milieu économique et nouvelle industrialisation, *Revue Tiers-Monde n° 118, avril-juin*.

PECQUEUR B., RUI SILVA M.. 1989, Industrialisation diffuse et développement, *Estudos de Economia (Portugal) n°4*, juillet-septembre.

PERROUX F., 1950, Les espaces économiques, *Economie Appliquée n° 1*, janvier-mars.

PERROUX F.. 1969, *L'économie du XX^e siècle*, PUF (3^e édition), Paris.

PERROUX F., 1981, *Pour une philosophie du nouveau développement*, éd. Aubier- Les presses de l'UNESCO, Paris.

PIORE M., SABEL C., 1984, *The second industrial divide : possibilities for prosperity*, Basic Books, New York.

RIVIERE D., 1990, La Troisième Italie .La petite entreprise et le développement régional , in **La dynamique spatiale de l'économie** (sous la direction de Benko G.), Editions de l'Espace Européen, La Garenne Colombes

SACHS I., 1980, *Stratégies de l'éco-développement*, Éditions Ouvrières, Paris.

SAUTTER Ch., 1994 , Les Préceptes du développement asiatique, Economie internationale, n°57 , 1^{er} trimestre .

SCHMITZ H. , 1982 Growth constraints on small-scale manufacturing in developing countries : a critical review, World Development, vol. 10, n°6.

SCHMITZ H. , 1989 , Flexible specialisation : a new paradigm of small-scale industrialisation. Discussion paper 261, Institute of Development Studies, University of sussex.

SCHMITZ H., 1990, Petites entreprises et spécialisation souple dans les pays en développement , travail et société, vol. 15, n°3 , Genève

SCHUMACHER E.F., 1978 , Small is beautiful : une société à la mesure de l'homme. Editions du Seuil, Col. Pöints, Paris.

THERY D., 1981, Plaidoyer pour développer des technologies plus appropriées et passer du mimétisme au pluralisme technologique, Revue Tiers-Monde, n° 91, juillet-septembre.

TIBERGHIE R., 1989, Success Stories et industrialisation en Afrique, Revue Tiers-Monde n° 118, avril-juin.

YACHIR F., 1985, Où en est la théorie du développement? Africa-Development, éd. Codesria, Dakar.

ZUINDEAU B., 1994, La théorie du développement soutenable : quel apport pour l'analyse du développement économique régional, Revue d'Economie Régionale et Urbaine n° 4, juillet-août.